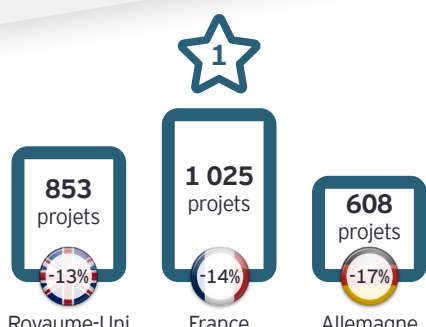


Baromètre EY de l'attractivité de la France 2025

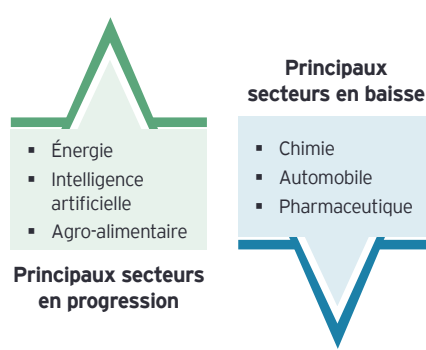
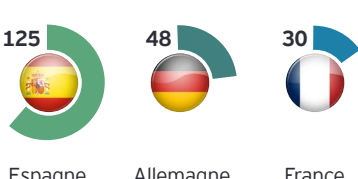
Nouveaux chocs,  
nouveaux défis pour  
la France et l'Europe

15 mai 2025

Avec 1 025 projets annoncés par des investisseurs étrangers en 2024, la France conserve la 1<sup>re</sup> place européenne pour la 6<sup>e</sup> année consécutive, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Cette performance est néanmoins relative car, en nombre d'emplois générés, la France se place seulement en 3<sup>e</sup> position. Elle n'est que 9<sup>e</sup> en ce qui concerne le ratio emplois générés par projet. Face à la concurrence américaine et chinoise, les dirigeants interrogés soulignent l'urgence d'agir en France et en Europe pour protéger notre attractivité.



Nombre d'emplois par projet en 2024



Les 5 priorités		
en Europe		en France
Indépendance énergétique	1	Fiscalité
Soutien aux PME & ETI	2	Industries stratégiques
Industries stratégiques	3	Innovation et soutien PME
Guerre commerciale	4	Infrastructures
Infrastructures	5	Dette

1

Bien que le nombre d'investissements et d'emplois ait nettement ralenti, la France a conservé son rang en 2024...

- En 2024, la France reste le pays européen où se sont réalisés le plus grand nombre d'investissements internationaux (1 025), en recul de 14 % par rapport à 2023.
- La France devance ses deux concurrents historiques, le Royaume-Uni (853, -13 %) et l'Allemagne (608, -17 %), eux-mêmes touchés par une croissance faible et leurs propres échéances politiques.
- La France descend au 3<sup>e</sup> rang derrière le Royaume-Uni et l'Espagne concernant les créations d'emplois générés par ces projets (29 000 en France, -27 % par rapport à 2023). Les investisseurs font le reproche de coûts salariaux élevés et d'absence de stabilité politique, en témoignent la faible taille moyenne des projets (30 emplois / projet contre 125 en Espagne) et le faible taux de nouveaux projets "greenfield" (37 % contre 76 % en Espagne).
- Sur le plan industriel, la France conserve sa 1<sup>re</sup> place européenne en 2024 pour le nombre d'implantations et extensions d'usines, mais les projets y créent moins d'emplois (33 en moyenne en France contre 57 au Royaume-Uni, 128 en Allemagne ou 180 en Espagne) et sont à 85 % des extensions de projets existants pour moins de 50 % pour l'Espagne.
- L'industrie automobile, pénalisée par la concurrence asiatique, les menaces commerciales et le différentiel énergétique avec les États-Unis, voit le nombre d'emplois supprimés en 2024 par les investisseurs étrangers (2029) dépasser celui des créations (1 133).
- A contrario, dans certains secteurs tels que l'énergie (74 investissements), l'intelligence artificielle (41) ou l'agro-alimentaire (68), la France est en tête du classement européen et enregistre des progressions remarquables.
- Au classement des régions européennes, le Grand Londres (265 projets) devance légèrement l'Île-de-France (258). Ces deux régions se détachent nettement de leurs concurrentes et trois autres régions françaises figurent parmi les 15 premières d'Europe : l'Auvergne-Rhône-Alpes (4<sup>e</sup>, 146 projets), les Hauts-de-France (10<sup>e</sup>, 101 projets) et le Grand Est (12<sup>e</sup>, 91 projets).

...dans une Europe qui souffre d'un déficit de compétitivité et où les investisseurs américains réduisent leurs positions

- Les investissements étrangers en Europe (45 pays observés par EY) ont diminué pour la 2<sup>e</sup> année consécutive et sont désormais à leur niveau le plus bas depuis 9 ans : 5 383 projets ont été recensés en Europe en 2024, soit une baisse de 5 % par rapport à 2023. Le nombre d'emplois créés par les IDE (investissements directs étrangers) a diminué de 15 %.
- Dans le même temps, ils ont progressé d'environ 20 % aux États-Unis, les investisseurs étant attirés par les conditions du programme IRA (Inflation Reduction Act) et les promesses pro-business formulées par Donald Trump. Le nombre de projets annoncés par les investisseurs américains en Europe a diminué de 11 % par rapport à 2023 et de 49 % depuis 2021.
- Les tensions géopolitiques sont perçues comme le principal risque pour l'attractivité européenne (35 %), légèrement devant le contexte macroéconomique (34 %) et les barrières commerciales (30 %).
- Au-delà de ces crises – en écho aux récents rapports européens Draghi et Letta – les dirigeants internationaux invitent l'Europe à répondre aux enjeux structurels de la compétitivité (25 %), de l'innovation en comparaison avec les États-Unis et la Chine (24 %) et de l'adaptation des compétences aux enjeux de demain (23 %).


3

Les chocs actuels inquiètent les investisseurs étrangers qui expriment le besoin urgent d'une Europe et d'une France plus compétitives, stables et dotées d'un cap stratégique de long terme

- Les prévisions d'investissement 2025 en France perdent 11 points par rapport à notre enquête de mars 2024 (62 % vs. 73 %), à cause de l'absence de perspectives économiques résolument positives, de la situation de nos finances publiques et du durcissement du climat international.
- Toutefois, 70 % des 200 dirigeants interrogés par EY estiment que la France peut améliorer (significativement ou légèrement) son attractivité d'ici 3 ans, soit seulement 6 % de moins qu'en 2024.
- Pour les investisseurs étrangers, la France doit agir selon deux impératifs. D'abord, protéger sa compétitivité à court terme sans aggraver davantage les prélèvements fiscaux (priorité N°1 pour 37 % des dirigeants), le soutien aux PME-ETI (N°4, 29 %) et bien entendu la réduction de la dette (N°6, 22 %). Parallèlement, elle doit proposer un cap de long terme en soutenant des activités stratégiques telles que les cleantech, l'IA ou la défense (priorité N°2, 35 %), l'innovation numérique (N°3, 30 %) et investir dans ses infrastructures (N°5, 27 %).
- Enfin, les dirigeants expriment deux attentes complémentaires pour une réponse à l'échelle européenne, l'une autour de la compétitivité énergétique (32 %) et l'autre sur les tensions commerciales (26 %).


“

En se concentrant sur la transition énergétique, l'innovation, la compétitivité industrielle et la souveraineté numérique, l'Europe et la France peuvent se réinventer pour faire face aux défis et préserver leur place sur la scène économique mondiale. Ces décisions stratégiques devront s'accompagner de réformes structurelles et d'une vision claire pour les années à venir. »

 **Jean-Roch Varon**, président d'EY France.


“

Le désaccord entre les États-Unis et l'Europe sur les questions de sécurité ou de commerce influenceront le niveau et la nature des investissements étrangers en France, en Europe et dans le monde. Les entreprises ont besoin de la France, 2<sup>e</sup> économie de la 2<sup>e</sup> région économique mondiale. La France peut faire la différence dans des secteurs d'avenir tels que l'IA ou l'énergie décarbonée si elle n'aggrave pas la pression fiscale qui est déjà parmi les plus élevées en Europe. »

 **Marc Lhermitte**, associé EY en charge du programme Attractivité.

“

Nous devons éviter à tout prix que la situation actuelle ne désavantage les entreprises qui ont fait le choix de notre continent en raison de leurs ambitions environnementales, territoriales et sociales. L'Union Européenne peut et doit devenir un modèle dans le monde pour concilier compétitivité, protection et soutenabilité. »

 **Yannick Cabrol**, directeur EY.

Méthodologie

Le baromètre de l'Attractivité de la France repose d'une part sur l'enquête auprès de 200 décideurs internationaux, interrogés du 20 février au 26 mars 2025 (enquête en ligne sur les perceptions et les attentes en matière d'attractivité pour la France) et d'autre part sur le recensement des projets d'investissement étrangers annoncés en 2024 dans 45 pays européens.

Contacts relations médias EY

Nicolas Bouchez | 07 64 84 09 19 | [nicolas.bouchez@fr.ey.com](mailto:nicolas.bouchez@fr.ey.com)  
Joachim Martin | 06 25 59 63 23 | [joachim.martin@fabernovel.ey.com](mailto:joachim.martin@fabernovel.ey.com)  
Amélie Fournier | 06 34 27 50 47 | [amelie.fournier@fr.ey.com](mailto:amelie.fournier@fr.ey.com)